

INSTRUCTION

N° 97-022-B1 du 20 février 1997

NOR : BUD R 97 00022 J

Texte publié au BOCP

SITUATION ET INDEMNITÉ D'ÉLOIGNEMENT DES FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT
ET DES MAGISTRATS EN POSTE DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET À MAYOTTE

ANALYSE

Notification des décrets n° 96-1026 à n° 96-1028 du 26 novembre 1996
et d'une note du Ministre de l'outre-mer

Date d'application : 20/02/1997

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PAYE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL ;
TERRITOIRE D'OUTRE-MER ; MAYOTTE ; FONCTIONNAIRE ; MAGISTRAT ; INDEMNITÉ D'ÉLOIGNEMENT

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TGAP	TOM	BA	EP				

DIFFUSION

CS 8

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureau D1

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Décret n° 96-1026 du 26 novembre 1996.....	4
ANNEXE N° 2 : Décret n° 96-1027 du 26 novembre 1996.....	6
ANNEXE N° 3 : Décret n° 96-1028 du 27 novembre 1996.....	8
ANNEXE N° 4 : Note relative à l'application des décrets du 26 novembre 1996 portant réforme de la situation des fonctionnaires de l'Etat et des magistrats dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.	10

La présente instruction a pour objet d'informer les comptables de la parution au Journal Officiel du 30 novembre 1996 des décrets n^{os} 96-1026 et 96-1027 du 26 novembre 1996 et n^o 96-1028 du 27 novembre 1996, portant réforme de la situation des fonctionnaires de l'Etat et des magistrats dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte en ce qui concerne la durée des séjours, le régime des congés et l'attribution de l'indemnité d'éloignement (annexes n^o 1 à 3).

Par ailleurs, les comptables trouveront en annexe n^o 4 une note du ministère de l'outre-mer relative à l'application des décrets du 26 novembre 1996 susvisés et précisant les modalités de mise en oeuvre de cette réforme.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

ET PAR INTERIM

L'ADMINISTRATEUR CIVIL
CHARGE DE LA SOUS-DIRECTION B

DANIEL METAYER

ANNEXE N° 1 : Décret n° 96-1026 du 26 novembre 1996.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué à l'outre-mer,

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature, et notamment son article 68 ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 modifiée portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ;

Vu le décret du 2 mars 1910 modifié portant règlement sur le solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ;

Vu le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 pris pour l'application de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu le décret n° 67-600 du 23 juillet 1967 modifié relatif au régime de rémunération des magistrats et fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié relatif au statut des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du 9 mai 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel en date du 25 juin 1996 ;

Vu l'avis du comité consultatif de Nouvelle-Calédonie en date du 13 juin 1996 ;

Vu l'avis du conseil des ministres de Polynésie française en date du 26 juin 1996 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1er. - Le présent décret est applicable sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-après aux fonctionnaires titulaires et stagiaires de l'Etat ainsi qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire, affectés dans les territoires d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française et de Wallis-et-Futuna, qui sont en position d'activité ou détachés auprès d'une administration ou d'un établissement public de l'Etat dans un emploi conduisant à pension civile ou militaire de retraite.

Il ne s'applique ni aux personnels dont le centre des intérêts moraux et matériels se situe dans le territoire où ils exercent leurs fonctions ni aux membres des corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, ni aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale.

TITRE Ier - DUREE DES SEJOURS

Art. 2. - La durée de l'affectation dans les territoires d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française et de Wallis-et-Futuna est limitée à deux ans.

Cette affectation peut être renouvelée une seule fois à l'issue de la première affectation.

Une affectation dans l'un des territoires d'outre-mer énumérés au premier alinéa du présent article ne peut être sollicitée qu'à l'issue d'une affectation d'une durée minimale de deux ans hors de ces territoires ou de la collectivité territoriale de Mayotte. Toutefois, cette période de deux ans peut être accomplie dans un territoire d'outre-mer distinct du territoire d'affectation ou dans la collectivité territoriale de Mayotte, si le centre des intérêts moraux et matériels de l'agent se situe dans l'un de ces territoires ou dans cette collectivité.

Art. 3. - Les dispositions de l'article 2 ci-dessus ne s'appliquent pas :

1° Aux magistrats de l'ordre judiciaire aux membres des corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, et aux magistrats des chambres régionales des comptes ;

2° Aux membres des corps d'enseignements chercheurs régis par le décret du 6 juin 1984 susvisé ainsi que des corps de chercheurs des établissements publics scientifiques et technologiques régis par le décret du 30 décembre 1983 susvisé.

TITRE II - REGIME DES CONGES

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

Art. 4. - Les personnels soumis aux dispositions du présent décret ont droit, en plus du congé annuel de droit commun, à un congé dénommé congé administratif d'une durée de deux mois qui est accordé dans les conditions suivantes :

1° A l'issue de leur séjour de deux ans, ou, en cas de renouvellement, à l'issue de ce second séjour, pour les personnels soumis à l'article 2 du présent décret ;

2° A l'issue d'une première période de service de quatre ans sur le territoire d'outre-mer considéré, puis, ultérieurement pour chaque période égale à quatre ans ou s'achevant au cours de la quatrième année, pour les personnels non soumis audit article 2.

Art. 5. - Pour les personnels servant dans les établissements d'enseignement et les centres de formation scolaire ou universitaires, les congés annuels sont pris pendant les périodes de congés scolaires ou universitaires du territoire d'affectation.

Ces personnels sont réputés satisfaire à la condition de durée de service ouvrant droit au congé administratif visée à l'article 4 ci-dessus dès le premier jour des grandes vacances scolaires ou universitaires de la dernière année de la période ouvrant droit à ce congé.

Art. 6. - Le congé administratif ne peut être ni fractionné, ni reporté, ni faire l'objet d'aucune interruption ou prolongation.

La durée du voyage est imputée sur celle du congé administratif.

Art. 7. - Pendant le congé administratif le coefficient de majoration en vigueur sur le territoire d'affectation cesse de s'appliquer.

La rémunération de l'agent pendant sa période de congé administratif est celle attachée au lieu où se situe le centre des intérêts moraux et matériels. Toutefois un congé administratif pris en métropole n'ouvre droit qu'à la rémunération afférente à ce lieu, même si l'agent n'y a pas le centre des intérêts moraux et matériels.

L'agent ne peut prétendre à la rémunération attachée à sa résidence administrative qu'à compter du jour où il reprend son service.

TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 8. - A titre transitoire, demeurent régis par les dispositions en vigueur avant la date de publication du présent décret, jusqu'au terme du congé administratif pris à l'expiration de la période de trois ans accomplie dans un territoire d'outre-mer, les personnels en fonction depuis six ans ou plus dans le territoire avant ladite date.

Les personnels en fonction depuis moins de six ans à la date de publication du présent décret et ceux ayant fait l'objet d'une décision d'affectation avant cette date, même s'ils n'ont pas encore rejoint leur poste, peuvent bénéficier des dispositions en vigueur avant cette date au plus tard jusqu'au terme du congé administratif pris à l'expiration de la seconde période de trois ans accomplie depuis la date de leur affectation.

Art. 9. - Le garde des sceaux, ministre de la justice le ministre de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué à l'outre-mer et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 1996 - Alain JUPPE

Par le Premier ministre : Le ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques de PERETTI

Le garde des sceaux, ministre de la justice, Jacques TOUBON

Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, François BAYROU

Le ministre de l'Economie et des Finances, Jean ARTHUIS

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, Dominique PERBEN

Le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, Alain LAMASSOURE

ANNEXE N° 2 : Décret n° 96-1027 du 26 novembre 1996.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué à l'outre-mer,

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature, et notamment son article 68 ;

Vu la loi n° 76-1212 du 24 décembre 1976 modifiée relative à l'organisation de Mayotte ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret du 2 mars 1910 modifié portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ;

Vu le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 pris pour l'application de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu le décret n° 78-1159 du 12 décembre 1978 fixant le régime de rémunération des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service à Mayotte ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié relatif au statut des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du 9 mai 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel en date du 25 juin 1996 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1er. - Le présent décret est applicable, sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-après, aux fonctionnaires titulaires et stagiaires de l'Etat, ainsi qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire, affectés dans la collectivité territoriale de Mayotte, qui sont en position d'activité ou détachés auprès d'une administration ou d'un établissement public de l'Etat dans un emploi conduisant à pension civile ou militaire de retraite.

Il ne s'applique ni aux personnels dont le centre des intérêts moraux et matériels se situe dans la collectivité de Mayotte, ni aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale.

TITRE Ier - DUREE DES SEJOURS

Art. 2. - La durée de l'affectation dans la collectivité de Mayotte est limitée à deux ans.

Cette affectation peut être renouvelée une seule fois à l'issue de la première affectation.

Une affectation dans la collectivité territoriale de Mayotte ne peut être sollicitée qu'à l'issue d'une affectation d'une durée minimale de deux ans hors de cette collectivité ou d'un territoire d'outre-mer. Toutefois, cette période de deux ans peut être accomplie dans un territoire d'outre-mer où se situe le centre des intérêts moraux et matériels de l'agent.

Art. 3. - Les dispositions de l'article 2 ci-dessus ne s'appliquent pas :

1° Aux magistrats de l'ordre judiciaire, aux membres des corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, et aux magistrats des chambres régionales des comptes ;

2° Aux membres des corps des enseignants-chercheurs régis par le décret du 6 juin 1984 susvisé ainsi que des corps de chercheurs des établissements publics scientifiques et technologiques régis par le décret du 30 décembre 1983 susvisé.

TITRE II - REGIME DES CONGES

Art. 4. - Les personnels soumis aux dispositions du présent décret ont droit en plus du congé annuel de droit commun, à un congé dénommé congé administratif d'une durée de deux mois qui est accordé dans les conditions suivantes :

1° A l'issue de leur séjour de deux ans, ou en cas de renouvellement, à l'issue de ce second séjour, pour les personnels soumis à l'article 2 du présent décret ;

2° A l'issue d'une première période de service de quatre ans dans la collectivité territoriale de Mayotte, puis, ultérieurement pour chaque période égale à quatre ans ou s'achevant au cours de la quatrième année, pour les personnels non soumis audit article 2.

Art. 5. - Pour les personnels servant dans les établissements d'enseignement et les centres de formation scolaires ou universitaires, les congés annuels sont pris pendant les périodes de congés scolaires ou universitaires de la collectivité territoriale de Mayotte.

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Ces personnels sont réputés satisfaire à la condition de durée de service ouvrant droit au congé administratif visée à l'article 4 ci-dessus dès le premier jour des grandes vacances scolaires ou universitaires de la dernière année de la période ouvrant droit à ce congé.

Art. 6. - Le congé administratif ne peut être ni fractionné, ni reporté, ni faire l'objet d'aucune interruption ou prolongation.
La durée du voyage est imputée sur celle du congé administratif.

Art. 7. - La rémunération de l'agent pendant sa période de congé administratif est celle attachée au lieu où se situe le centre des intérêts moraux et matériels. Toutefois, un congé administratif pris en métropole n'ouvre droit qu'à la rémunération afférente à ce lieu.
L'agent ne peut prétendre à la rémunération attachée à sa résidence administrative qu'à compter du jour où il reprend son service.

TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 8. - A titre transitoire, demeurent régis par les dispositions en vigueur avant la date de publication du présent décret, jusqu'au terme de la période de deux ans fixée par le décret du 12 décembre 1978 susvisé, les personnels en fonctions depuis quatre ans ou plus dans la collectivité avant ladite date.

Les personnels en fonctions depuis moins de quatre ans à la date de publication du présent décret et ceux ayant fait l'objet d'une décision d'affectation avant cette date, même s'ils n'ont pas encore rejoint leur poste, peuvent bénéficier des dispositions en vigueur avant cette date au plus tard jusqu'au terme du congé administratif pris à l'expiration de la seconde période de deux ans accomplie depuis la date d'affectation définie par le décret du 12 décembre 1978 susvisé.

Art. 9. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué à l'outre-mer et le ministre délégué au budget, porte parole du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 1996 - Alain JUPPE

Par le Premier ministre :

Le ministre délégué à l'outre-mer - Jean-Jacques de PERETTI

Le garde des sceaux, ministre de la justice - Jacques TOUBON

Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - François BAYROU

Le ministre de l'économie et des finances - Jean ARTHUIS

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation - Dominique PERBEN

le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement - Alain LAMASSOURE

ANNEXE N° 3 : Décret n° 96-1028 du 27 novembre 1996.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre du garde des sceaux, ministre de la justice du ministre de l'économie et des finances, du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, du ministre délégué à l'outre-mer et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 512-1 et suivants ;

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, notamment son article 2 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde de les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et locaux notamment son article 94, modifié par le décret n° 51-511 du 5 mai 1951 fixant les régimes de rémunération, des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires civils relevant de la France d'outre-mer ;

Vu le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 pris pour l'application de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, notamment son article 9 ;

Vu le décret n° 78-1159 du 12 décembre 1978 fixant le régime de rémunérations des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service de Mayotte ;

Vu le décret n° 96-1026 du 26 novembre 1996 relatif à la situation des fonctionnaires de l'Etat et de certains magistrats dans les territoires d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française et de Wallis-et-Futuna ;

Vu le décret n° 96-1027 du 26 novembre 1996 relatif à la situation des fonctionnaires de l'Etat et de certains magistrats dans la collectivité territoriale de Mayotte ;

Après avis du Conseil d'Etat ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1er. - Le présent décret fixe les règles applicables pour l'attribution de l'indemnité d'éloignement, prévue au 2° de l'article 2 de la loi du 30 juin 1950 susvisée, aux magistrats et aux fonctionnaires titulaires et stagiaires de l'Etat qui servent dans un territoire d'outre-mer ou dans la collectivité territoriale de Mayotte dans les conditions définies par les décrets n° 96-1026 et n° 96-1027 du 26 novembre 1996 susvisés.

CHAPITRE Ier - Dispositions permanentes

Art. 2. - Le droit à l'indemnité est ouvert lors de l'affectation dans un territoire d'outre-mer ou dans la collectivité territoriale de Mayotte à la condition que cette affectation entraîne, pour l'agent concerné, un déplacement effectif pour aller servir en dehors du territoire dans lequel est situé le centre de ses intérêts matériels et moraux.

Art. 3. - L'agent qui reçoit une affectation pour aller servir deux ans dans un territoire d'outre-mer ou à Mayotte a droit, à chacune des échéances prévues au 2° de l'article 2 de la loi du 30 juin 1950 susvisée, à une fraction d'indemnité égale à :

1° Cinq mois de traitement indiciaire brut lorsqu'il est affecté en Nouvelle-Calédonie ou en Polynésie française ;

2° Neuf mois de traitement indiciaire brut lorsqu'il est affecté à Wallis-et-Futuna ;

3° Onze mois et quinze jours de traitement indiciaire net lorsqu'il est affecté dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Pour l'application du 1° du 2° et du 3° ci-dessus, le traitement à prendre en compte est celui qui perçoit l'agent à l'échéance de la fraction d'indemnité.

En cas de renouvellement du séjour de deux ans, la première fraction de l'indemnité qui est due pour le second séjour est payée au début de ce séjour.

Art. 4. - Le droit à l'indemnité pour les personnels qui sont affectés sans limitation de durée dans un territoire d'outre-mer ou dans la collectivité territoriale de Mayotte n'est ouvert que pour deux périodes de deux ans. Les règles fixées à l'article précédent et relatives au calcul et au versement de chaque fraction de l'indemnité sont applicables.

Les intéressés n'acquièrent un nouveau droit à l'indemnité pour une nouvelle affectation dans un territoire d'outre-mer ou dans la collectivité territoriale de Mayotte qu'après une période de services de deux ans au moins accomplie en dehors de toute collectivité ouvrant droit au bénéfice de l'indemnité.

Art. 5. - Lorsqu'un séjour de deux ans ouvrant droit au bénéfice de l'indemnité prend fin avant son terme, les dispositions ci-après sont applicables ;

1° L'agent qui a effectué moins de douze mois de services n'a pas droit à la seconde fraction de l'indemnité. Il conserve le bénéfice de la totalité de la première fraction de l'indemnité si l'interruption du séjour est indépendante de sa volonté. Dans le cas contraire, le montant de la première fraction de l'indemnité est calculé au prorata de la durée du service accompli ;

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

2° L'agent qui a effectué au moins douze mois de service conserve le bénéfice de la première fraction de l'indemnité. Il a droit à l'intégralité de la seconde fraction de l'indemnité si l'interruption du séjour est indépendante de sa volonté. Dans le cas contraire, le montant de la seconde fraction de l'indemnité est calculé au prorata de la durée du service accompli.

Pour l'application du présent article, le déplacement d'office prononcé à l'issue d'une procédure disciplinaire ne vaut pas circonstance indépendante de la volonté de l'agent concerné.

Art. 6. - L'indemnité d'éloignement est majorée de 10 p. 100 au titre du conjoint lorsque celui-ci n'a pas un droit personnel à l'indemnité et de 5 p. 100 par enfant à charge au sens des articles L. 512-1 et suivants du code de la sécurité sociale.

Dans le cas où les deux conjoints ont droit à l'indemnité d'éloignement, il n'est dû qu'une seule majoration par enfant à charge. Elle est liquidée par application du taux de 5 p. 100 à celle des deux indemnités d'éloignement qui est la plus élevée.

La composition de la famille est appréciée à l'échéance de chaque fraction de l'indemnité.

Dispositions transitoires et diverses

Art. 7. - Les personnels qui sont déjà affecté dans un territoire d'outre-mer ou dans la collectivité territoriale de Mayotte à la date de publication du présent décret conservent les droits à l'indemnité d'éloignement dans les conditions qui étaient antérieurement applicables. Toutefois, la seconde fraction de l'indemnité leur est versée au moment où ils prennent leur congé administratif.

Art. 8. - I. - Est abrogé, sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-dessus, l'article 94 du décret du 2 mars 1910 susvisé en tant qu'il concerne les personnels régis par le présent décret.

II. - Sont abrogés les articles 4, 5 et 6 du décret du 12 décembre 1978 susvisé en tant qu'ils concernent les magistrats et les fonctionnaires titulaires et stagiaires de l'Etat autres que les fonctionnaires actifs des services de la police nationale.

Art. 9. - Le présent décret peut être modifié par décret du Premier ministre.

Art. 10. - Le Premier ministre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué à l'outre-mer et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 novembre 1996 - Jacques CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre - Alain JUPPE

Le ministre délégué à l'outre-mer - Jean-Jacques de PERETTI

Le garde des sceaux, ministre de la justice - Jacques TOUBON

Le ministre de l'économie et des finances - Jean ARTHUIS

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation - Dominique PERBEN

Le ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement - alain LAMASSOURE

ANNEXE N° 4 : Note relative à l'application des décrets du 26 novembre 1996 portant réforme de la situation des fonctionnaires de l'Etat et des magistrats dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.

MINISTERE DE L'OUTRE-MER

NOTE

relative à l'application des décrets du 26 novembre 1996 portant réforme de la situation des fonctionnaires de l'Etat et des magistrats dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.

La parution au Journal Officiel du 30 novembre 1996 de trois décrets portant réforme de la situation des fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte, ainsi que de l'attribution de l'indemnité d'éloignement mettant un terme à un système antérieur, nous conduit à préciser les mécanismes de la période transitoire pendant laquelle deux systèmes réglementaires vont cohabiter.

En effet, l'article 8 (décrets n° 96-1026 et n°96-1027 du 26 novembre 1996) prévoit une application progressive de la nouvelle réglementation. **Les droits ouverts par le régime précédent sont maintenus jusqu'à leur extinction.** Les agents qui ont fait l'objet d'une décision d'affectation sans avoir encore rejoint leur poste au 30 novembre sont considérés comme soumis au régime précédent.

En revanche, les textes sont applicables immédiatement à toutes les autres situations postérieures au 30 novembre.

* Le Conseil d'Etat ayant relevé qu'aucune disposition du décret du 2 mars 1910 ne permettait de limiter la durée de l'affectation, le changement de réglementation s'appuie sur la période réglementaire ouvrant droit au congé administratif et sur la durée d'affectation issue de la pratique courante consistant à affecter les agents pour une durée équivalent à deux périodes de trois ans dans les territoires d'outre-mer et de deux ans à Mayotte.

Il a été tenu pour principe que le **congé administratif dû au titre d'une deuxième période éteignait les droits ouverts** au titre des dispositions antérieures à la publication des nouveaux décrets. A fortiori, la même règle s'applique aux congés administratifs accordés au titre d'une période supplémentaire.

* Ainsi, pour l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, il convient de distinguer les situations suivantes :

- les personnels en poste depuis six ans et plus à la date de publication du nouveau décret, c'est-à-dire ayant effectué au moins deux séjours complets ouvrant droit à congé administratif, ne pourront bénéficier des anciennes dispositions que jusqu'à l'expiration de leurs nouveaux droits à congé administratif. Il en est de même pour les agents en congé administratif, ayant déjà reçu un accord formel pour effectuer une nouvelle période.

Au terme de cette période, l'administration sera fondée à mettre un terme immédiat à leur affectation outremer et *aucune prolongation de séjour ne pourra être accordée.* **Les agents pourront être placés d'office en congé administratif dès la période supplémentaire effectuée.**

- les personnels en poste depuis moins de six ans à la date de publication du présent décret :

* lorsqu'ils sont en poste depuis moins de trois ans, pourront demander à prolonger leur affectation jusqu'à six années au plus, dans les conditions antérieures.

ANNEXE N° 4 (suite)

* lorsqu'ils ont entamé un deuxième période de trois ans, ne pourront bénéficier des anciennes dispositions au-delà du congé administratif pris au titre de cette seconde période, au terme duquel, les nouvelles dispositions leur seront applicables.

- les personnels ayant fait l'objet d'une décision d'affectation avant la date de publication du présent décret, même s'ils n'ont pas encore rejoint leur poste, pourront également bénéficier des anciennes dispositions pour au plus six années.

Par décision d'affectation, il faut entendre tout document notifiant à l'agent de façon claire, précise et sans ambiguïté la date de son départ ou l'accord de l'administration sur son changement d'affectation ; il doit s'agir d'un acte susceptible de faire grief et par lequel l'administration s'engage, la notification d'un avis favorable (de l'administration ou de CAP) ne saurait être suffisant.

Les dispositions transitoires constatent l'existence de certaines situations juridiques et garantissent aux agents concernés le maintien de celles-ci jusqu'à leur terme.

Les agents ne sauraient donc se prévaloir pour autant des nouvelles dispositions alors qu'ils renonceraient au bénéfice des droits créés par leur situation antérieure et maintenus par les dispositions transitoires.

Par exemple, les agents en poste depuis moins de trois ans dans un territoire d'outre-mer ou moins de deux ans à Mayotte ne pourront pas demander à prolonger leur affectation dans les conditions des nouveaux textes.

Les nouvelles dispositions s'appliquent à tous les agents placés dans une situation autre que celles prévues par les dispositions transitoires ; ainsi les agents ayant déjà accompli des services outre-mer ne pourront pas demander une autre affectation dans un territoire d'outre-mer ou à Mayotte avant la période deux ans fixée au second alinéa de l'article premier.

Les mêmes principes sont applicables à Mayotte et adaptés à la période de deux ans fixée par les décrets du 12 décembre 1978 et du 5 mai 1951.

A l'occasion de la parution de ces textes, l'administration devra examiner la situation juridique de chaque agent et vérifier si leur qualité de résident exclut ou non certains agents du champ d'application du texte.

Il est rappelé que l'administration n'est pas compétente pour octroyer la qualité de résident mais qu'elle peut l'apprécier au travers des critères définis par l'avis du 7 avril 1981 du Conseil d'Etat et de la jurisprudence (Régnier, 13 novembre 1987).

ANNEXE N° 4 (suite)

INDEMNITE D'ELOIGNEMENT DANS LES TOM ET A MAYOTTE

DECRET DE 5/5/1951 (ART 94) - TOM	REFORME
<p>Indemnité destinée à couvrir les sujétions résultant de l'éloignement pendant le séjour et les charges afférent au retour, accordée aux personnels appelés à servir en dehors soit de la métropole, soit de son territoire, soit du pays ou territoire où il réside habituellement (loi du 30/6/1950)</p> <p>L'indemnité d'éloignement est fonction de la durée du séjour et de l'éloignement :</p> <p>elle est égale pour une période de trois ans à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nouvelle Calédonie : 14 mois de traitement brut - Polynésie française : 15 mois de traitement brut - Wallis et Futuna : 26 mois de traitement brut <p>Elle est payée en deux fractions égales, l'une au départ, l'autre au retour</p> <p>En cas de prolongation de séjour, l'indemnité est majorée proportionnellement.</p> <p>Taux uniforme pour tous les fonctionnaires et majoré d'un supplément familial de 10% pour le conjoint et de 5% par enfant en charge</p> <p>En l'absence de disposition contraire, lorsque deux conjoints fonctionnaires sont affectés dans le même territoire l'indemnité est versée à chacun des deux.</p>	<p>Les personnels dont le centre des intérêts moraux et matériels est situé en dehors du territoire où ils sont affectés perçoivent une indemnité d'éloignement à la condition que cette affectation ait entraîné un déplacement effectif vers le territoire considéré.</p> <p>Elle est égale pour une période de deux ans à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nouvelle Calédonie : 10 mois de traitement brut - Polynésie française : 10 mois de traitement brut - Wallis et Futuna : 18 mois de traitement brut <p>Elle est payée en deux fractions égales, l'une au départ, l'autre au retour.</p> <p>L'indemnité n'est accordée au plus que pour deux périodes de deux ans, aux fonctionnaires soumis à une limitation de durée de séjour comme aux inamovibles.</p> <p>Lorsque deux conjoints fonctionnaires sont affectés dans le même territoire l'indemnité est versée à chacun des deux. Ils ne perçoivent pas la majoration de 10% pour conjoint, mais les majorations pour enfants sont versées à l'un ou l'autre des conjoints.</p>

ANNEXE N° 4 (suite)

DECRET DE 12/12/1978 - MAYOTTE	REFORME
<p>Les magistrats et les fonctionnaires qui reçoivent une affectation à Mayotte, à la suite de leur entrée dans l'administration et dont le centre des intérêts matériels et familiaux est situé en France métropolitaine, dans un département ou un territoire d'outre-mer perçoivent une indemnité spéciale d'éloignement.</p> <p>Elle est payée en deux fractions, la première dans le mois qui précède la date de la prise de fonctions de l'agent à Mayotte, la seconde dans le mois qui suit l'expiration du séjour à Mayotte.</p> <p>La fraction est égale au cinquième du montant total de l'indemnité, la seconde est égale aux quatre cinquièmes restants.</p> <p>Le montant de l'indemnité spéciale d'éloignement est fixé à 23 mois du traitement indiciaire de l'agent après déduction des retenues pour pension civile et des cotisations sociales.</p> <p>L'indemnité spéciale d'éloignement est renouvelable une fois au cours de la carrière de l'agent et à condition que le deuxième séjour soit consécutif.</p> <p>Lorsque deux conjoints fonctionnaires sont affectés à Mayotte l'indemnité est versée à chacun des deux.</p>	<p>Les personnels dont le centre des intérêts moraux et matériels est situé en dehors du territoire où ils sont affectés perçoivent une indemnité d'éloignement à la condition que cette affectation ait entraîné un déplacement effectif vers le territoire considéré.</p> <p>Elle est payée en deux fractions égales, l'une au départ, l'autre au retour.</p> <p>Elle est égale pour une période de deux ans à :</p> <p>- Mayotte : 23 mois de traitement net</p> <p>L'indemnité n'est accordée au plus que pour deux périodes de deux ans, aux fonctionnaires soumis à une limitation de durée de séjour comme aux inamovibles.</p> <p>Lorsque deux conjoints fonctionnaires sont affectés à Mayotte l'indemnité est versée à chacun des deux. Ils ne perçoivent pas la majoration de 10% pour conjoint, mais les majorations pour enfants sont versées à l'un ou l'autre des conjoints.</p>

CONSEIL D'ETAT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SECTION DES FINANCES

N° 328.510

M. GIBERT, Rapporteur

SEANCE DU 7 AVRIL 1981

AVIS

Le Conseil d'Etat (section des finances) saisi par le ministre du budget de la question de savoir s'il convient de reconnaître un droit au bénéfice de l'indemnité d'éloignement instaurée par l'article 6 du décret n° 53-1266 du 22 décembre 1953, aux fonctionnaires de l'Etat originaires des départements d'outre-mer qui exercent leurs fonctions sur le territoire métropolitain de la France, mais étaient déjà installés en métropole avant leur recrutement, par le motif qu'ils ont conservé le centre de leurs intérêts dans leur département d'origine en dépit de cette installation, ou de leur refuser ce droit en raison du transfert de ce centre en métropole du seul fait de l'installation précitée ;

Vu le décret n° 53-1266 du 22 décembre 1953 précité, portant aménagement du régime de rémunération des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer, notamment ses articles 2 et 6 ;

ANNEXE N° 4 (suite)

Vu le décret n° 78-399 du 20 mars 1978 relatif, pour les départements d'outre-mer, à la prise en charge des frais de voyage de congés bonifiés, accordés au magistrats et fonctionnaires civils de l'Etat ;

EST D'AVIS

de répondre dans le sens des observations qui suivent :

I. - Aux termes de l'article 6 du décret du 23 décembre 1953 susvisé : "les fonctionnaires de l'Etat domiciliés dans un département d'outre-mer, qui recevront une affectation en France métropolitaine à la suite de leur entrée dans l'administration, d'une promotion ou d'une mutation, percevront, s'ils accomplissent une durée minimum de service de quatre années consécutives en métropole, une indemnité d'éloignement non renouvelable".

Le domicile au sens des dispositions précitées ne correspond pas à la définition donnée à l'article 106 du code civil mais est le lieu où se trouve le centre des intérêts du fonctionnaire.

I. - Le recrutement en métropole en qualité de fonctionnaires de l'Etat d'agents originaires d'un département d'outre-mer constitue une présomption du transfert du centre des intérêts de ces agents sur le territoire européen de la France. Cette présomption ne suffit pas cependant à permettre d'exclure, sans autre examen, les intéressés d'un droit au bénéfice de l'indemnité d'éloignement.

ANNEXE N° 4 (suite et fin)

Pour apprécier où se trouve le centre des intérêts d'un fonctionnaire, il peut, en effet, être tenu compte du lieu de résidence des membres de sa famille, de leur degré de parenté avec lui, de leur âge, de leurs activités, et le cas échéant de leur état de santé, ainsi que du lieu où le fonctionnaire est, soit propriétaire ou locataire de biens fonciers, soit titulaire de comptes bancaires, de comptes d'épargne ou de comptes postaux, et de la commune où il paye certains impôts, en particulier l'impôt sur le revenu. D'autres éléments d'appréciation peuvent être retenus, parmi lesquels le lieu de naissance de l'agent, son domicile civil avant son entrée dans l'administration, les affectations professionnelles ou administratives qui ont précédé son affectation actuelle, son lieu d'inscription sur les listes électorales, l'octroi d'un congé bonifié en exécution de l'article 3 du décret susvisé du 20 mars 1978, ou à un congé administratif, sous l'empire de la réglementation antérieure à ce décret.

De tels critères n'ont pas un caractère exhaustif et plusieurs, qui ne seraient pas à eux seuls déterminants, peuvent se combiner, sous le contrôle souverain de la juridiction compétente, selon les circonstances propres à chaque espèce. Ainsi la reconnaissance du droit d'un fonctionnaire à un congé bonifié en exécution du décret du 20 mars 1978 n'implique pas, obligatoirement, que le centre des intérêts de ce fonctionnaire est demeuré dans son département d'origine pour l'application des dispositions de l'article 6 du décret du 22 décembre 1953. Les éléments dont il peut être tenu compte pour la détermination du centre des intérêts d'un fonctionnaire peuvent, en effet, varier avec le temps et conduire éventuellement à constater qu'il y a eu transfert de ce centre.

Signé : J. CHARDEAU, Président H. GIBERT, Rapporteur et A.M. TREMOLIERES, Secrétaire p.i.

CERTIFIE CONFORME, Le Secrétaire de la Section :